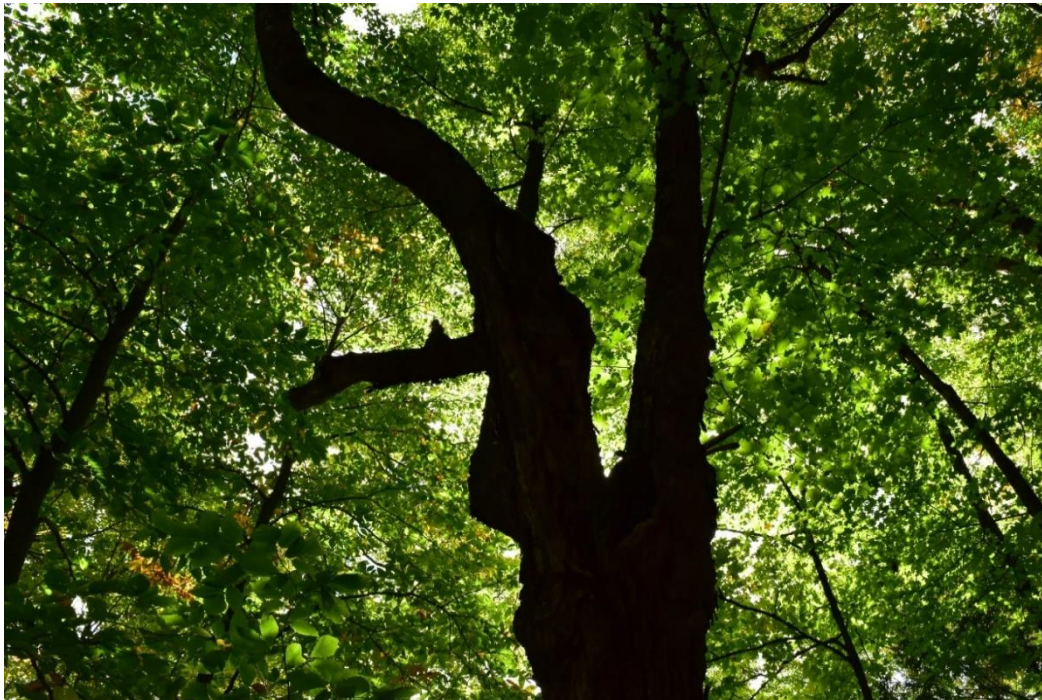




Mémoire

Au gouvernement du Québec dans le cadre du BAPE pour le projet de construction d'un complexe de liquéfaction de gaz naturel à Saguenay

Christiane Bernier

Citoyenne préoccupée par les changements climatiques

Citoyenne préoccupée pour l'avenir de nos enfants

Qui voudrait bien que le gouvernement prenne un virage vert à 180 degrés

Trois-Rivières, Québec

28 septembre 2020

Le projet GNL Québec ne devrait pas voir le jour

Les récents records de chaleur, feux de forêt et inondations devraient rappeler au parti de François Legault que nous sommes en urgence climatiques.

Augmenter la production et l'exportation du gaz naturel, produit par fracturation, n'a tout simplement plus sa place alors que la science exige de couper les émissions mondiales de CO₂ de moitié d'ici 2030. Le gaz naturel est une énergie fossile des années passées.

Contrairement à ce que l'industrie cherche à nous faire croire, le gaz naturel ne réduit pas les GES, au contraire il les augmente et il risque de retarder la transition urgente qu'il faut effectuer rapidement.

De son extraction jusqu'à sa sortie de l'usine de liquéfaction, le projet engendrerait plus de 7,8 millions de tonnes de gaz à effet de serre (GES) par an. C'est comparable au total des réductions d'émissions de GES au Québec depuis 1990 ».

Il n'y a plus assez de temps pour opter pour des énergies de transition, même si elles sont meilleures que le charbon. Nous devons changer complètement nos investissements pour des solutions durables et à faible impact, ce qui n'inclut pas le gaz naturel.

Hydroélectricité pour liquéfier le gaz naturel

On peut croire que GNL Québec bénéficiera d'un rabais de 70 millions de dollars par année sur les tarifs en hydroélectricité. Montant qui ne serait pas perçu par Hydro-Québec. Normalement, ces revenus seraient rajoutés au profit d'Hydro-Québec, dont 75 % sont remis au gouvernement du Québec. Le gouvernement et la société d'État se retrouvent à financer l'utilisation d'une énergie renouvelable (l'hydroélectricité) pour exporter une énergie extrêmement polluante (le gaz de schiste liquéfié). Ce qui est un non-sens.

À l'heure où la crise climatique exige un virage structurel radical (financier, économique, culturel et social) vers une réduction massive de la consommation d'hydrocarbures à l'échelle mondiale, autoriser l'utilisation d'électricité « propre » pour mettre en marché davantage d'hydrocarbures constitue une aberration sur les plans financier, politique et tarifaire.

La protection des bélugas du Saint-Laurent :

Les experts sont formels : avec les 320 passages de super-méthaniers annuels dans le fjord et ses 50 millions de tonnes de GES chaque année, le projet GNL/Gazdoduq menace les bélugas du Saint-Laurent, une espèce emblématique en voie de disparition

GNL Québec admet lui-même que le trafic maritime qui en découlera pourrait poser un risque pour le béluga en raison de l'augmentation de la navigation qu'il occasionnera. Le bruit et le dérangement causés par la navigation marchande constituent une activité susceptible de générer des niveaux de bruits préoccupants pour le maintien de la qualité de l'habitat du béluga, et notamment des femelles et des jeunes qui fréquentent assidûment le Saguenay.

La non-acceptabilité sociale :

Au 28 septembre 2020, plus de 84 000 personnes ont apposé leur signature sur une pétition contre le projet de GNL Québec.

Il y aura impacts importants sur 5 communautés autochtones. En passant par l'Abitibi et le Témiscamingue, la Haute-Mauricie, le Lac-Saint-Jean, le Saguenay, le Fjord du Saguenay et le Saint-Laurent, le tracé proposé traverse un territoire occupé par les Premiers Peuples depuis des millénaires.

Économiquement non viable :

Après la construction, ce sera seulement 300 emplois et des risques immenses pour l'environnement. Un projet comme GNL Québec qui utilisera temps, argent et énergie pour les 40–50 prochaines années n'est tout simplement pas viable. Un temps que personne n'a le luxe de se payer.

Un agrandissement du port sera aussi nécessaire. Une usine de liquéfaction de gaz naturel au port de Grande-Anse, à La Baie, un projet évalué à 14 milliards de dollars. Pour voir le jour, Énergie Saguenay devra obtenir au même titre que ses concurrents un important soutien du Trésor public.

L'effondrement des prix du gaz naturel et celui des marchés en raison de la pandémie mondiale de COVID-19 risquent de rendre encore plus difficile le recrutement de nouveaux investisseurs pour le projet de GNL Québec.

Le gaz naturel se vend maintenant sous la barre des 2 \$ américains pour 1000 pieds cubes de gaz. Une dégringolade amorcée en janvier dernier et qui plombe l'intérêt pour l'extraction du gaz naturel dans l'ouest du pays et ce qui risque d'arriver, c'est qu'on pourrait voir un ralentissement dans l'exploration et l'ouverture des gisements au Canada, qui sont les gisements sur lesquels on mise pour pouvoir approvisionner l'usine de Saguenay.

Provenance des fonds inacceptables, pas ou peu de retombés fiscaux

Les intérêts financiers qui contrôlent le projet gazier Énergie Saguenay sont installés dans des juridictions considérées comme des paradis fiscaux, selon l'analyse réalisée par l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques (IRIS).

Les entreprises qui contrôlent le projet d'exportation de gaz naturel de l'Alberta sont pour l'essentiel installées dans des juridictions qui sont considérées comme des « paradis fiscaux » ou des territoires qui permettent l'optimisation et l'évasion fiscale : l'État américain du Delaware, Hong Kong, les Bermudes, les Îles Vierges britanniques et les îles Caïmans. Ces structures de financement aura pour effet de réduire les retombées fiscales potentielles pour le Québec et le Canada.

C'est loin d'être un projet québécois.

La fracturation hydraulique interdit dans certains pays d'Europe :

Selon les promoteurs du projet, ce gaz naturel encouragera les utilisateurs de charbon à se convertir.

Rien ne prouve que ce gaz se substituerait au charbon ou au mazout. Il est tout aussi probable que ce gaz puisse remplacer les sources d'énergie renouvelable parce que moins dispendieux.

Non seulement le gaz qu'exporterait GNL Québec ne serait pas le « meilleur gaz naturel liquéfié disponible sur le marché », mais il serait en fait l'un des pires au monde parce que d'ici 2040, les gisements conventionnels de gaz naturel canadien ne compteront que pour 4% de la production annuelle. Les 96 % de la production seront de sources non conventionnelles selon des procédés de fracturation qui causent des bouleversements irréversibles de la roche-mère et dont le procédé est très polluant.

L'Allemagne interdit l'exploitation de la fracturation hydraulique sur son propre territoire, et le Canada va le faire pour leur fournir ce gaz? C'est inacceptable.

Et si l'Europe adopte une règle de développement énergétique plus sévère et ne voulait plus de ce gaz naturel? Une fois le gazoduc et l'usine de liquéfaction construite et le port agrandi, à qui vendre ce gaz?

Santé publique

250 médecins et professionnels de la santé le disent:

- 1) le transport et l'entreposage du gaz naturel par pipeline sont hautement inflammables;
- 2) Ce gaz pose un risque pour les travailleurs, et aussi pour les communautés vivant autour des centaines de kilomètres de ce gazoduc projeté;
- 3) même si le GN est extrait dans l'Ouest canadien, des problèmes de santé sont liés à l'extraction du gaz naturel par fracturation hydraulique pour les populations vivant à proximité de telles installations: avortements spontanés, naissance de bébés prématurés, et certains cancers;
- 4) ce projet va augmenter les émissions de gaz à effet de serre (GES), qui ont un impact sur les changements climatiques et qui ont un impact sur la santé humaine.

Calcule des GES incomplet

Selon les évaluations d'Environnement Canada, les émissions dites « en amont » de l'usine Énergie Saguenay, soit celles liées à l'exploitation (principalement par fracturation) et au transport du gaz naturel par gazoduc, devraient atteindre plus de sept millions de tonnes chaque année. Le gouvernement fédéral et celui du Québec n'entendent toutefois pas en tenir compte dans leur examen environnemental du projet. Ce qui est totalement inacceptable.

L'approvisionnement en gaz naturel de l'usine de liquéfaction, de même que le transport du gaz naturel liquéfié (GNL) jusqu'à son usage final en aval seront aussi exclus du mandat d'enquête du BAPE. Le mandat se limite à « l'enjeu du fonctionnement du complexe », ce qui est aussi totalement inacceptable.

Le gaz naturel est constitué principalement de méthane qui génère 80 % plus de GES que le CO₂ sur 20 ans. Du méthane s'échappe à toutes les étapes du traitement et de l'acheminement du gaz naturel entre le puits et sa destination ultime. Ce projet générerait des émissions de l'ordre de 50 mégatonnes de GES/an de l'extraction jusqu'à la combustion, l'équivalent d'environ 10 millions de voitures supplémentaires par an sur nos routes.

Une grave menace pour la biodiversité

Le passage du gazoduc nécessiterait de la déforestation tout au long du tracé et ainsi entraînerait la destruction et la fragmentation d'habitats essentiels pour plusieurs espèces.

Il traversera 18 espèces floristiques à statut précaire et 17 espèces fauniques vulnérables ou menacées, dont le carcajou et la tortue mouchetée.

Il franchira de nombreuses rivières et milieux humides, qui normalement devraient être protégés pour leurs valeurs écosystémiques.

L'industrie récréotouristique

Les méthaniers de 300 mètres (30 autobus scolaires) vont se déplacer sur une voie maritime étroite (2 à 4 km de largeur) et en cas d'explosion, il peut y avoir des enjeux importants. Tout peut s'enflammer autour du méthanier jusqu'à 1,6 km autour. Tout ce qui se trouve sur les rives pourrait brûler.

À cause de la dangerosité des méthaniers, la Society of international Gas Tanker and Terminal Operators (SIGTTO) recommande que tous les autres navires soient considérés comme une source d'inflammation. Ce qui veut dire que lorsque ces mastodontes (méthaniers) vont se déplacer, tous les autres navires devront sortir du fjord pour que les méthaniers passent.

Il y aurait 160 méthaniers par année, soit 320 passages/année. Un passage par jour. Le fjord deviendra inutilisable pour kayaks et pêche blanc par exemple. GNL Québec est un projet qui va tuer les petites entreprises touristiques pour enrichir une entreprise américaine.

Un manque criant d'expert.es indépendant.es à la première partie des audiences publiques

L'absence d'expert.es indépendant.es du promoteur pour répondre aux questions soulevées, pendant la première partie des audiences publiques, a donné le champ libre à GNL/Gazoduc pour offrir des réponses incomplètes et subjectives. De nombreux ministères et intervenant.es-clés brillaient aussi par leur absence pour compléter de manière rigoureuse et scientifique l'analyse du BAPE.

Un BAPE mal organisé et complaisant envers le promoteur. Le manque d'expertises indépendantes auquel les citoyens ont assisté est totalement déplorable et il n'a donc pas été possible de faire la lumière sur plusieurs aspects importants du projet, incluant ses impacts climatiques dans un contexte d'urgence climatique.

Christiane Bernier

